



MINUSCA

**VERBATIM DE LA CONFERENCE DE PRESSE CONJOINTE
GOUVERNEMENT, OMS ET MINUSCA SUR LE COVID-19
Bangui, le 18 mars 2020**

Interventions :

- Denise Brown, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Coordonnatrice résidente et Coordonnatrice humanitaire
- Général Daniel Sidiki Traoré, Commandant de la Force de la MINUSCA
- Général Pascal Champion, Chef de la composante Police de la MINUSCA
- Severin Von-Xylander, Représentant résident de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)
- Professeur Emmanuel Nakouné Yandoko, Directeur scientifique de l'Institut Pasteur de Bangui, représentant du ministre de la Santé publique
- Docteur Pierre Somsé, Ministre de la Santé publique et de la population

Denise Brown - Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine

Bonjour à tout le monde !

D'abord, je veux clarifier que je parle au nom de la MINUSCA, mais aussi de toutes les agences du Système des Nations Unies parce que je suis aussi Coordonnatrice résidente. Je crois que c'est très important de souligner que tout le Système des Nations Unies respecte les consignes du ministère de la Santé et de l'OMS. Le virus ne fait aucune discrimination entre les cultures, les nationalités, les professions. On est tous dans cette situation. Ensemble, on doit faire face à cette situation. Donc, on a remis par écrit la note du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine au ministre de la Santé, que les Nations Unies vont suivre les directives qui sortent. Je veux souligner aussi que nous avons une excellente collaboration avec le ministre de la Santé et son ministère, le directeur de l'OMS et son équipe, et on essaie de voir où la MINUSCA peut appuyer les mesures de prévention, de traitement, les protocoles à l'aéroport. La République centrafricaine est un état membre des Nations Unies, les Nations Unies sont présentes dans votre pays avec un effectif extrêmement important, et donc nous sommes ici pour appuyer le gouvernement.

Ce qui nous inquiète beaucoup, c'est la stigmatisation qu'on commence à voir dans les villes, mais surtout à Bangui. Le staff international des Nations Unies, le staff des organisations internationales, des ONGs et même le staff national des agences des Nations Unies et de la MINUSCA sont pointés du doigt à Bangui, et les remarques qui sont dites, sont totalement inacceptables, que les étrangers ont fait venir le virus. Regardez les nouvelles, regardez ce qui se passe dans le monde, ce virus ne respecte pas les frontières. On est tous ensemble dans cette situation.

Je veux aussi souligner que la MINUSCA a le mandat de protection de la population. La MINUSCA a gardé ses effectifs, on a gardé nos staffs. Les agences des Nations Unies ont gardé leurs staffs, les humanitaires dans le pays ont gardé leur staff. Personne n'est en train de fuir, on est ici, on va rester à vos côtés, on va vous soutenir, on va faire le travail ensemble et pour la MINUSCA, on va respecter notre mandat de protection de la population.

Un dernier point, les ONGs humanitaires ont une présence très importante en RCA. Chaque mois, c'est un million de personnes qui sont soutenues à travers le service de la santé, les distributions de vivres, l'approvisionnement d'eau, l'éducation, les abris pour les populations déplacées. Vous avez besoin de garder ces personnes chez vous. Donc, il faut qu'on parle plus de ce qu'est le virus, qui est touché par le virus, comment le prévenir. Une bonne communication afin d'éviter que les gens ne se sentent pas en sécurité et dire qu'ils doivent partir. Les ONGs ont un rôle extrêmement important à jouer et pour le moment, il y a une espèce de malaise qui commence à être créé à travers des remarques qui sont faites. La République centrafricaine est un état membre des Nations Unies, les Nations Unies vont rester dans le pays, on va respecter les consignes, on va continuer à soutenir le gouvernement et le ministère de la Santé et on ne va pas partir.

Merci beaucoup.

Général Daniel Sidiki Traoré - Commandant de la Force de la MINUSCA

Merci beaucoup. Je parlerai au nom de la composante militaire de la Mission. Tout d'abord pour dire que faisant partie de la Mission, nous appliquons toutes les directives et toutes les instructions données par la Mission, par l'OMS et par les autorités nationales de la Centrafrique. Et au niveau de la composante militaire, en appliquant ces directives, nous avons mis en place un dispositif pour contrôler tous nos éléments qui sont affectés ici dans le cadre de cette mission, qui viennent dans le cadre de nos rotations. Ils sont contrôlés au niveau de l'aéroport et les dispositions prises au niveau de la Mission leur sont appliquées.

Par ailleurs, nous avons suspendu la rotation de ces équipes militaires, afin que nous puissions ensemble continuer à gérer la situation. Ceux qui sont là resteront, il y aura une extension pour eux, mais ceux qui devaient venir, nous avons suspendu ces arrivées.

Finalement pour dire qu'au niveau de tous les contingents, les dispositions sont prises, pour justement, contrôler et mettre en quarantaine, si éventuellement les situations se présentaient.

Voilà ce que je pourrais dire.

Général Pascal Champion - Commissaire de police de la MINUSCA

Merci beaucoup. Mesdames, Messieurs bonjour !

Pour ce qui concerne la composante Police, il faut garder à l'esprit que UNPOL est très au contact de la population et de la police et de la gendarmerie dans le pays. UNPOL est intégrée dans les FSI notamment avec les équipes de colocation et au quotidien, sur le terrain en interaction avec la

population. Du coup, en termes de précaution sanitaire pour les uns et pour les autres, il y a des modes d'action à revoir dans la façon dont on travaillait ces derniers mois, intégrer complètement des mesures d'hygiène préconisées par le gouvernement et par l'OMS. Et nous avons développé toute une mesure d'appui spécifique aux FSI et aux autorités sanitaires centrafricaines, pour tenir compte du coronavirus.

Le premier exemple, c'est à l'aéroport de Bangui, avec un certain nombre de médecins militaires de la MINUSCA, nous avons des médecins UNPOL, donc contribuer au contrôle des contingents militaires et policiers qui sont arrivés. Un petit exemple, entre le 3 et le 10 mars, 600 militaires et policiers d'unités constituées ont été contrôlés. On y a mis une demi-douzaine de médecins militaires et policiers, avec une douzaine d'infirmiers pour faire ce travail qui est complètement sous contrôle. Plus spécifiquement, et beaucoup l'ont vu, les services sanitaires qui font le contrôle de coronavirus à la sortie des avions ont été renforcés par cinq UNPOL qui ont reçu une formation spécifique de façon à vérifier que tout le personnel de l'ONU entré en Centrafrique correspond complètement aux normes de contrôle qui ont été édictées. Mais au passage, ce service de contrôle sanitaire est valable pour le personnel de l'ONU et les personnels non ONU. En fait, cet appui UNPOL est au profit des services sanitaires pour le contrôle des voyageurs entrant à Bangui.

On a commencé à sensibiliser sur le coronavirus les policiers et les gendarmes au contact desquels nous travaillons, notamment dans les écoles de formation, on commence à le faire dans les unités opérationnelles, les commissariats de police, les brigades de gendarmerie, dans les états-majors, on intègre les mesures de prévention coronavirus dans les activités de renforcement des capacités des FSI. On a un recrutement de 1000 policiers et gendarmes qui s'est terminé au mois de décembre. Les gens sont en formation, ils finissent au mois de juin, donc là, on a modifié le dispositif de formation pour tenir compte des principes d'hygiène et des précautions contre le coronavirus. Et puis, on est en train de commencer à recruter 1000 nouveaux policiers et gendarmes, pour avoir une augmentation de 2000 policiers et gendarmes avant les élections, et tout ça doit être construit, revu à la lumière des mesures à prendre contre le coronavirus.

Ensuite, on commence à intégrer dans notre travail au profit de la population, un partage d'information, une forme de sensibilisation sur le coronavirus au profit des populations, des habitants du pays, notamment dans le cadre de ce qu'on appelle la police de proximité, parce que le gouvernement a changé le modèle policier à l'été dernier, et la police de proximité, c'est entre autres, plus de contacts avec la population. Donc, pourquoi ne pas y intégrer une action qui permet de protéger contre le coronavirus et retarder son arrivée dans le pays ?

Dans les tous prochains jours, UNPOL va faire des propositions aux dirigeants de la police et de la gendarmerie pour les mettre en capacité de contribuer à l'effort national contre le coronavirus parce que, quand un pays est largement affecté par le coronavirus, c'est tous les services de l'Etat qui doivent s'y mettre. Nous avons une mission d'assistance et de renforcement des capacités de la police et de la gendarmerie, donc on est en train de voir ce qu'on peut proposer, ce qu'on peut partager pour que la police et la gendarmerie puissent jouer un rôle selon les directives des autorités centrafricaines pour protéger contre le coronavirus.

Au plan des effectifs, outre les 18 unités de police constituées, je devrais avoir 400 policiers UNPOL individuels. Ici, j'en ai 367 actuellement. 25 sont en auto-isolation. Ils vont tous bien. Il

y en a trois qui étaient dans l'avion avec le prêtre italien, qui sont en bonne santé, et il y en a 25 autres qui étaient au contact de ceux qui était dans l'avion. Donc conformément aux mesures, on les met aussi en auto-isolation. L'auto-isolation finira le 22 mars, ils sont pour l'instant en très bonne santé et ça devrait bien se passer, mais il faut attendre le 22 mars.

Concernant le séminaire des préfets que le porte-parole de la MINUSCA a évoqué, hier des propositions ont été faites pour intégrer aussi un certain nombre d'échanges sur la dimension coronavirus pour les préfets dans l'exercice de leur fonction. Je pense que ça, c'est déjà en place pour le dernier jour du séminaire des préfets.

Merci beaucoup.

Severin Von-Xylander - Représentant résident de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en Centrafrique

Mesdames, Messieurs, bonjour !

Je vais me concentrer sur le développement de la pandémie. Comme vous le savez, samedi, 14 mars, un premier cas de coronavirus a été détecté. Ce qui, comme l'a dit à plusieurs reprises son excellence Monsieur le ministre de la Santé, Docteur Pierre Somsé, c'est une mauvaise nouvelle, mais c'est aussi une bonne nouvelle dans le sens que cela démontre que les préparatifs ont été déjà mis en place pour préparer le pays à détecter le premier cas. Et d'ailleurs, la République centrafricaine est parmi les cinq premiers pays de la région africaine de l'OMS qui avaient les capacités de faire le test diagnostic pour dépister cette nouvelle maladie grâce aux capacités de l'Institut Pasteur de Bangui. Il nous en parlera certainement mon collègue Nakouné.

Donc, on est dans une situation qui est nouvelle. Mais, je répète, on n'est pas en épidémie coronavirus en République centrafricaine. On a un cas, et comme a dit le collègue d'UNPOL, tous les contacts qui sont soigneusement tracés, sont négatifs. Donc, on se trouve dans la situation, comme d'ailleurs une grande partie des pays africains, avec un petit chiffre de cas importés. Mais, nous sommes pourtant préoccupés parce que c'est clair que nous nous trouvons dans une « pandémie », ce qui veut dire, que tous les peuples sont touchés. C'est un mot grec et ça veut dire « pan » qui veut dire « tout » et « demos » c'est le peuple. Tous les peuples sont touchés. Comme l'a si bien dit Madame la Représentante adjointe, le virus ne fait pas de différence, ni dans la couleur de la peau, ni dans la nationalité, ni à l'appartenance religieuse, et je vais revenir là-dessus. On est très préoccupé, on continue à appuyer le ministère de la Santé dans les mesures à prendre. Le plus important maintenant, c'est de s'assurer qu'on détecte tous les cas qui peuvent être amenés sur le territoire national de la République centrafricaine et de tracer les contacts, d'identifier les personnes malades, de les mettre en isolement pour qu'ils ne fassent pas passer la maladie à quelqu'un d'autre.

Un peu de chiffres maintenant : on a 80% des pays membres l'organisation des Nations Unies et d'ailleurs aussi de l'OMS, qui ne sont pas identiques, qui sont touchés. Tous les continents sont touchés et quand on a découvert le premier cas à Mbaïki, il y avait eu des réactions très fortes et négatives à Mbaïki et monsieur le ministre est allé pour rectifier certaines choses. Je pense que c'est très important que vous remplissiez votre obligation de l'information correcte. Il y a eu hier

dans la première page d'un journal local, que la personne affectée serait morte, ce qui est faux. Je l'avais vu le même jour et hier le Premier ministre a rendu visite à ce monsieur dans le centre de traitement. Il se porte très bien. Il n'est pas mort. La communication dans cette situation est essentielle et vous en faites partie. C'est votre responsabilité déontologique de respecter les règles de comportement et de ne pas diffuser des fausses informations. Donc, à part la stigmatisation qui est grave, il y a le virus qui d'ailleurs ne touche pas seulement un groupe d'appartenance religieuse, ce n'est pas la maladie d'une église, d'une confession, d'une nationalité. Ça nous touche tous, et je pense que c'est très important de garder ceci à l'esprit, il faut aussi garder le calme.

Le confinement de toutes les personnes qui ont séjourné dans une zone de transmission locale est important, et ce n'est pas seulement les gens qu'on détecte à l'aéroport où c'est important, parce qu'on sait, qu'il y a beaucoup de gens qui ne présentent pas des symptômes quand ils passent, et qui peut-être, ne remplissent pas correctement ou avec de fausses informations, des fiches. Donc, c'est très important que tout le monde soit alerte à ce symptôme, et s'il y a le simple doute, d'appeler le numéro rouge qui a été mis à la disposition par le ministère de la Santé. C'est le 1212 pour informer qu'il y a quelqu'un qui, peut-être, serait infecté, pour que les services sanitaires nationaux puissent faire le suivi.

Merci pour votre attention.

Professeur Emmanuel Nakouné Yandoko - Directeur scientifique de l'Institut Pasteur de Bangui, représentant du ministre de la Santé publique

Je vous remercie. Je voudrais d'abord présenter les excuses du ministre de la Santé avec qui on était en réunion. On se préparait à venir, malheureusement, au dernier moment, il a été appelé par l'autorité. Donc, il s'excuse. Il pourra nous rejoindre d'un moment à l'autre. Il m'a donc demandé de venir le représenter. Je voudrais donc, au nom de son excellence monsieur le ministre de la Santé, souligner, ici, la transparence de la coopération qui existe entre la MINUSCA et le ministère de la Santé. Je pense que, dans ce pays, s'il y a une organisation avec laquelle le ministère de la santé collabore étroitement, c'est bien la MINUSCA.

Dès le début de cette menace, la MINUSCA a été présente au côté du ministère de la Santé et tous les éléments qui ont été relevés ici, à travers l'appui qui est apporté à ce Département, depuis la mise en place des systèmes qui permettent de contrôler l'introduction de la maladie dans notre pays, je veux faire allusion à l'aéroport Bangui M'Poko.

Il faut savoir que dans tous les pays du monde, exceptée la Chine, le premier cas a été importé, soit de la Chine soit d'un des pays où la transmission est devenue locale. Donc, il y a bien quelqu'un qui a quitté un Etat, qui est arrivé dans un Etat, ne sachant pas qu'il était malade, comme vient de le dire le représentant de l'OMS, et une fois sur le territoire, les signes se sont présentés. Ce n'est pas l'objet du pays qui vient de recevoir un cas de coronavirus, de stigmatiser le pays ou la nation, le ressortissant du pays qui serait à la cause. Au Cameroun, ça été un Camerounais, et je pense que cela n'a pas fait l'objet de discrimination comme on est en train de le voir en ce moment. Justement, c'est par rapport à cela que son excellence devrait être interpellé aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Et puisqu'il y a des interférences, cela a été différé.

C'est pour vous dire que la presse a un grand rôle à jouer dans la sensibilisation de la population pour qu'elle se contrôle et évite la panique. Parce que, c'est la panique qui va pousser les gens à poser des actes. Comme venait de le souligner le représentant de l'OMS, déjà à Mbaïki, il y a eu des soulèvements. La population a demandé la fermeture de l'école à Mbaïki. Ici, hier, le Premier ministre et le ministre de la Santé étaient obligés de se déplacer jusqu'à l'Hôpital de l'Amitié parce qu'il y avait un soulèvement de la population du 4ème arrondissement pour s'opposer au fait qu'on ait admis le cas confirmé au niveau de l'hôpital de l'Amitié.

Je pense que ce pays bénéficie de l'appui très important des organisations internationales, comme l'OMS, comme la MINUSCA, qui sont des conseils auprès du ministre de la Santé. Et s'il faut poser des actes, je pense que ces actes sont bien réfléchis, et d'ailleurs, c'est avec l'appui du représentant de l'OMS que le Centre d'Isolement de l'Hôpital de l'Amitié a été aménagé. Donc, c'est un centre qui répond aux normes, qui permet d'admettre un cas confirmé de coronavirus, avec aucun risque de contamination des gens qui habitent autour de l'hôpital. On connaît comment la maladie se transmet. Donc, on peut aménager des infrastructures adaptées pour éviter une transmission. C'est vraiment important que vous puissiez porter ce message pour rassurer la population qu'il n'y ait pas de panique, que la population n'a pas à se soulever.

La maladie, comme a dit mon prédécesseur, n'épargne personne. Il n'y a pas de race, il n'y a pas de couleur de peau, il n'y a pas de nationalité. C'est une maladie qui, comme a dit le Représentant de l'OMS, a atteint tous les continents. Cela veut dire que personne n'est épargnée. Il n'y a pas de raison qu'en RCA, on puisse adopter un comportement qui est différent de tous les autres. Cela vient peut-être du fait de la faiblesse de la communication. Je vais vraiment vous prier de relever la bonne information.

Par exemple, un cas a été relevé à Mbaïki. Puisqu'il n'y a pas eu de communication autour, hier, nous avons reçu à l'Institut Pasteur 18 personnes qui sont venues de Mbaïki pour se faire tester parce qu'elles ne savent pas quelle conduite tenir. Elles ont assisté peut-être à une messe qui a été tenue par des gens qui ont été aux côtés du prêtre. Et le fait d'apprendre que le prêtre a été confirmé positif, tout le monde a pensé qu'il est déjà en contact avec le virus. Et ils descendent à Bangui pour se faire tester. Donc, il y a vraiment un problème de sensibilisation et de communication. Tant qu'une personne qui a été en contact avec un cas confirmé, tant que cette personne n'est pas malade, si on fait un prélèvement, on ne trouvera rien. Ce serait une fausse assurance, la personne va penser qu'elle n'est pas contaminée par le coronavirus. Le jour où elle va avoir de vrais signes, elle va dire, « moi, j'ai déjà été testé négatif, ce n'est pas la peine de repartir à l'hôpital ». Et, c'est, à ce moment-là que la personne peut vraiment être dangereuse pour les gens qui sont autour d'elle.

Il est vraiment important que vous puissiez communiquer pour rassurer la population que le département de la Santé met tout en œuvre, avec l'appui de ses différents partenaires pour éviter la propagation. Comme a dit le représentant de l'OMS, je suis vraiment content qu'il soit passé avant moi, et il l'a dit, aujourd'hui, ce cas se porte bien. Toutes les personnes qui ont été en contact avec lui, depuis Bangui, parce que quand il est arrivé, il a été en contact avec les membres de sa confession. Tous sont passés à l'Institut Pasteur, nous les avons prélevés, ils sont négatifs. Et comme, je viens de vous dire, cela ne veut rien dire. Il faudra les observer, observer leur quarantaine jusqu'au 14e jour, parce que s'ils sont encore en incubation, le test ne veut rien dire. On les a conseillés de continuer à observer la quarantaine.

Hier, nous avons reçu une alerte que les personnes, à Mbaïki, qui ont été à côté de ce prêtre, qui ont nettoyé sa chambre, qui ont pris soin de lui, ont commencé à présenter des signes. Une mission s'y est rendue. Ils ont fait des prélèvements. Ils sont arrivés hier à 16 heures. Nous avons fait le test et à 21 heures, c'était fini. Et ils sont tous négatifs. Aujourd'hui, on n'a pas encore de cas de transmission locale. Ça se limite au cas confirmé. Et, c'est pour cela, qu'il était vraiment important qu'il soit mis dans un endroit sûr où on peut contrôler ses contacts. S'il était resté à Mbaïki, on ne peut pas contrôler l'accès des gens qui sont autour de lui. L'ayant mis en isolement ici, il est bien, il se porte bien. Cette mesure peut permettre que nous en restions au seul cas.

Le risque maintenant, ce sont les autres qui sont arrivés au niveau de l'aéroport Bangui M'Poko. On leur a donné des instructions de rester en quarantaine, et nous avons des informations que certains vont au travail, que certains n'observent pas la quarantaine. C'est à ce niveau que se trouve le risque. Et, aujourd'hui, nous sommes en train de renforcer le système de surveillance. Avec l'appui de la MINUSCA, des éléments ont été détachés pour appuyer le ministère de la Santé dans le suivi de ces gens-là, les appeler tous les jours et leur demander de rester en confinement pendant 14 jours. Voilà l'effort que le ministère de la Santé, avec l'appui des partenaires, est en train de mener en ce moment pour vraiment réduire au maximum le risque de propagation de la maladie. Hier aussi, nous avons reçu trois prélèvements venant du Centre médical de l'Ambassade de France, des personnes qui sont venues de la France et qui ont présenté une fièvre et des toux. Elles ont envoyé des prélèvements, nous avons effectué des tests et tous étaient négatifs.

Je dis ceci pour vous faire voir la transparence de la coopération qui existe entre le ministère de la Santé et toutes les représentations, soit diplomatiques, soit le Système des Nations Unies dans le pays. Il y a une franche collaboration. Je tiens ici à vous demander de relayer le message pour qu'il n'y ait pas de stigmatisation en faveur d'une couche de la population ou bien du Système des Nations Unies parce que, contrairement à ce que les gens pensent, contrairement à ce que les gens sont en train de dire, ce sont ces systèmes-là qui appuient très efficacement le ministère de la Santé. Je tiens à le relever ici.

Je vous remercie.

Docteur Pierre Somsé - Ministre de la Santé publique et de la population

Merci Madame la Représentante adjointe du Secrétaire général des Nations Unies,
Distingués invités,

C'est pour moi un grand honneur et agréable devoir d'être ici. Je voudrais d'abord m'excuser de n'avoir pas été ici dès le début. Il fallait répondre à un autre appel de la hiérarchie pour justement travailler sur les messages, disons, les mesures de lutte qui doivent être prises suite à la découverte du premier cas.

Comme vous le savez, il y a des mesures qui étaient édictées, et ces mesures ont été édictées, juste avant qu'on ne trouve un premier cas. On est obligé aujourd'hui de relire ces mesures pour les ajuster aux nouvelles conditions qui sont les nôtres aujourd'hui.

C'est important de dire quelles sont ces conditions. Nous avons un cas importé jusqu'à maintenant. Il se pourrait qu'on ait un 2^e cas dans l'heure qui suit ou la minute qui suit. Le Docteur Nakouné est la personne qui fait tous les examens et qui nous en dit les résultats. Mais, jusqu'ici on a un cas. Mais, ce cas change notre statut en termes de mise en œuvre de la réponse contre la pandémie de coronavirus. On est passé d'une phase où on n'avait pas de cas, où notre effort a été de nous assurer qu'on n'importe pas de cas. Aujourd'hui, on en a un. On bascule maintenant dans une autre phase qui consiste à gérer le cas importé ou d'autres cas qui viendront afin qu'on n'arrive pas à une transmission locale de l'épidémie. Tel que l'évoquait tantôt le représentant de l'OMS, cela nous amènerait à d'autres mesures plus drastiques, similaires à ce qu'on voit aujourd'hui en France. Bien entendu, nous n'attendons pas cette phase pour avoir des mesures renforcées. Ce que nous faisons déjà puisque nous appliquons à cette phase-ci, les mesures qui en principe sont des mesures réservées à une phase plus grave.

Donc, en conclusion sur ce premier point, il faut distinguer le fait qu'on a un cas importé d'une situation d'épidémie, nous ne sommes pas en épidémie, il n'y a pas encore des preuves d'une transmission locale, d'une circulation locale de l'épidémie parmi les Centrafricains résidant à Bangui. Dès qu'on aura ces preuves, on doit changer de fonctionnement, bien entendu, on n'attend pas d'avoir ces preuves pour renforcer nos mesures. Il s'agit de nous rassurer que cette transmission locale ne prenne pas une dimension nationale.

Pour répondre à la question qui a été posée à Madame la Représentante spéciale adjointe de savoir si ce qu'elle a dit est vrai, je dirais que c'est partiellement vrai parce que ce n'est pas complet. Son compte rendu n'a pas donné tout ce que la MINUSCA a fait. Comme vous l'avez noté docteur Nakouné, la MINUSCA a fait énormément des choses.

Le premier point, c'est d'abord la parfaite coopération, le partage d'information. Toutes les alertes qui ont eu lieu à la MINUSCA ont été gérées de façon concertée. La MINUSCA a systématiquement saisi le ministère pour signaler qu'on a un cas suspect et obtenir le prélèvement qu'il faut. Cette coopération est très importante. En plus de ça, il y a cet appui matériel, un appui technique aussi puisque la MINUSCA fait partie de l'équipe de coordination. Elle intervient de façon active dans les dispositifs que nous mettons en place notamment à l'aéroport. Elle nous a apporté des équipements, des piles pour le fonctionnement des thermomètres, les fiches qui sont remplies par les voyageurs qui arrivent sont fournies également par la MINUSCA. La MINUSCA a mis en place des tentes, non seulement pour renforcer notre capacité d'accueil, mais aussi, pour la prise en charge des contingents qui arrivent, pour ne citer que cela. Tout ce que nous faisons ici contribue aussi à cette collaboration.

C'est vraiment une collaboration qui est exemplaire que nous tenons à saluer ici. C'est le type de collaboration que nous souhaitons beaucoup de tous nos partenaires. C'est une collaboration qui est décisive puisque la MINUSCA constitue le segment le plus important de la communauté internationale dans notre pays. Un segment qui a des attributs particuliers, en ce sens que, du fait de rotation, des va-et-vient des voyages, et donc c'est ce segment qui porte en lui des risques pour le pays et porte en lui des risques pour ses propres éléments. Donc, l'action que mène la MINUSCA permet de prévenir, de protéger le personnel de la MINUSCA, et puis, par la même occasion, contribue à la protection de la santé publique dans le pays et à la santé internationale. Puisque ce sont des agents qui viennent de tous les coins du monde et repartent dans ces endroits. Donc,

l'action qui est menée ici, a une portée mondiale et une portée nationale bien sûr puisque les membres de la MINUSCA sont partout dans le pays. Si on a un cas de transmission, cela va aller très vite, de Bangui à Berberati, à Bangassou etc. Donc, c'est un segment qui est crucial.

Je suis arrivé sur un point important que docteur Nakouné évoquait, c'est la question des consignes et des quarantaines. C'est un appel parce que nous avons constaté que des compatriotes qui viennent et qui sont censés être sous quarantaine. Qu'il s'agisse des internationaux, il y a de la complaisance, et je dis même, c'est important au sein du système des Nations Unies, non MINUSCA, je crois qu'il y aura des mesures de renforcement à prendre parce que j'ai des preuves qu'il y a de la complaisance. Il y a des amis, des partenaires qui ne sont pas contents d'être en quarantaine, c'est dommage. Il faut qu'ils le soient.

Il y a aussi des Centrafricains qui arrivent de France, qui n'arrivent pas à suivre les mesures de quarantaine. J'étais avec le ministre de la Communication qui partageait un cas de quelqu'un avec moi qui veut prendre contact avec lui pour des collaborations, tout en indiquant qu'il arrive de France pour faire telle ou telle autre chose. Et le ministre de lui dire, tu devrais être en quarantaine toi, il a dit oui, on m'appelle tous les jours. Cela met en exergue la faiblesse dans la façon dont on prépare les gens à la quarantaine. Il a interprété la quarantaine comme le fait d'être suivi, on vérifiera bien tout cela.

La quarantaine a des règles précises, vous devez être sur place, être au même endroit, restez dans votre chambre. Quelqu'un qui est en quarantaine doit être chez soi, il doit rester à un mètre des membres de la famille et de sa communauté, bien entendu suivre les mesures usuelles. On doit s'assurer que dans cette maison, dans le meilleur des cas les dispositifs d'hygiène pour cette personne. Maintenir une distance d'un mètre avec les membres de la famille, rester dans une chambre qui dispose d'un dispositif de lavage des mains, une toilette, cette chambre peut être ventilée en ouvrant les fenêtres. Réduire sa présence dans ses espaces communs de la maison, comme la cuisine, la salle à manger. Maintenir ses espaces ventilés en ouvrant les fenêtres, se laver les mains à l'eau et savon avec des désinfectants à base d'alcool, nettoyer les ustensiles avec du savon et de l'eau propre ou les essuyer avec les désinfectants de ménage.

Les objets à nettoyer peuvent être des tables, téléphones, claviers, poignets de porte, comptoir de cuisine, il faut nettoyer tout ça. Quand on tousse ou exténue, faites-le dans votre manche ou utilisez un mouchoir qui doit être immédiatement jeté dans une poubelle, nettoyer les mains après cette opération. Évitez de toucher les yeux, le nez et la bouche puisque les mains pourraient les contaminer.

Dans tous les cas, appelez le 1212 en cas de questions. Voilà la quarantaine, bien sûr, pendant cette période, on vous suit parce qu'on a les coordonnées de tout le monde dès l'aéroport. On a des agents qui ont pour tâche de vous appeler tous les jours pour prendre des informations sur votre état de santé, la température, comment vous vous sentez. Dans le cas échéant, on va vous rendre visite chez vous à la maison.

Je vais marquer une pause ici.

© SCPI 2020